



QUI GOUVERNE LA FRANCE ?

Commissaire européenne en charge des Relations extérieures
et de la Politique européenne de voisinage

Bénita FERRERO-WALDNER : **LA VOIX DU SEIGNEUR**

L'autrichienne Bénita Ferrero-Waldner, Commissaire européenne chargée des « Relations extérieures et de la Politique européenne de voisinage », s'est mariée en 1974 en premières noces à l'Autrichien Wolfgang Sterr, dont elle a divorcé pour épouser en 1983 l'Espagnol Francisco Ferrero-Campos. C'est évidemment son droit le plus strict. Mais ce qui est révélateur d'une personnalité et d'un milieu social, c'est non seulement que Bénita a demandé au Vatican l'annulation de son premier mariage religieux, mais qu'elle a donné à cette requête d'un autre âge le plus grand retentissement médiatique possible.



Cette démarche de princesse monégasque nécessite qu'une instruction longue et inquisitoriale soit menée par le Tribunal de la Rote de la Curie romaine sur la vie privée des demandeurs. Avec les détails que l'on imagine. Les voies du Seigneur étant impénétrables; le cardinal expert de ces questions a fini par trancher, le 26 septembre 2004, en donnant satisfaction à Bénita. Laquelle, aux anges, en a informé incontinent les agences de presse internationales ⁽¹⁾.

Trois jours avant cette décision du Saint-Siège, la même Bénita, cette fois en sa qualité de ministre des affaires étrangères de l'Autriche, avait profité de la tribune des Nations-Unies pour affirmer la nécessité d'une réforme institutionnelle de l'ONU. Pourquoi ? Pour qu'elle puisse « *jouer un rôle d'acteur multilatéral crédible dans un contexte de menaces nouvelles et plus complexes, tels l'émergence du terrorisme et la prolifération d'armes de destruction massive* » ⁽²⁾.

À cet effet, Mme Ferrero-Waldner affirma sa « conviction que l'Union européenne devrait être représentée au Conseil de sécurité ». La raison invoquée, qu'elle précisa après sa nomination comme commissaire, lors de son audition par le Parlement européen le 5 octobre 2004, est que « *si l'Europe veut être cohérente, elle doit parler d'une seule voix* ». Souci de « *cohérence* » qui n'empêcha pas Bénita de signaler au passage, toujours à la tribune de l'ONU, que l'Autriche était candidate à un siège de membre non permanent pour les années 2009 et 2010 ⁽³⁾.

(1) dépêche AFP du 26 septembre 2004 11h53

(2) Communiqué de presse officiel de l'ONU GA/10261 du 23/09/2004 - Assemblée générale - 7^e & 8^e séances plénières

(3) dépêche AFP du 6 février 2003, 17h53



Mais pourquoi faudrait-il que « *l'Europe parle d'une seule voix* » au Conseil de Sécurité de l'ONU pour mieux combattre « *l'émergence du terrorisme et la prolifération d'armes de destruction massive* » ? Parce que la commissaire européenne a en mémoire ce qui se passa dans cette instance le 5 février 2003.

Ce jour-là, le Secrétaire d'Etat américain Colin Powell agita devant les caméras du monde entier une fiole censée contenir du bacille du charbon fabriqué en Irak. En martelant que « *laisser l'Irak en possession d'armes de destruction massive pour encore quelques mois ou quelques années n'est pas une option* ». Dès le lendemain, Javier Solana, ancien secrétaire général de l'OTAN devenu « *Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères* », s'empressa de juger que « *le rapport livré par M. Colin Powell au Conseil de sécurité est un très important rapport dont le contenu et la façon dont il a été présenté étaient très solides. Saddam Hussein cache des équipements qui sont dangereux et cette situation ne peut plus durer* ». Las ! Au même moment, le président Chirac fit savoir que « *les éléments [du rapport de Colin Powell] ne sont pas en eux-mêmes de nature à modifier la position de la France qui propose un renforcement des inspections. Nous refusons de considérer que la guerre est inévitable* »⁽³⁾.

Sans doute inspirée par des voix célestes, Bénita a dû remarquer que cette fâcheuse cacophonie de février 2003 aurait été évitée si l'Europe avait eu un siège au Conseil de sécurité et si la France en eût, en conséquence, été privée, bien sûr par souci de « *cohérence* ». Sachant qu'une écrasante majorité de nos partenaires était en faveur des thèses américaines - la suite des événements a montré à quel point elles étaient mensongères -, l'Europe aurait ainsi « *parlé d'une seule voix* ». Heureux hasard, cette « *seule voix* » eût été la même que celle de l'administration Bush.

On comprend donc que la proposition de Mme Ferrero-Waldner ait incité le Président José Barroso, ancien boursier de l'OTAN, à la nommer au poste de Commissaire en charge des relations extérieures de l'UE. Et l'on ne s'étonne plus d'entendre Condoleezza Rice, la Secrétaire d'Etat américaine, vanter régulièrement la nécessité d'une « *Europe forte* » pour que l'Europe et les Etats-Unis « *parlent d'une même voix* ».

Dans sa vie professionnelle comme dans sa vie privée, Bénita est décidément prompte à écouter la voix du Seigneur. ■



(4) Dépêche AFP du 6 février 2003, 19h55